

eue, parce que nous n'avons jamais eu d'hommes qui ont travaillé vraiment pour le peuple. Nous sommes les représentants des financiers, oui, mais nous sommes aussi les représentants du peuple. C'est une chose qu'il ne faudrait jamais oublier, mais qui a malheureusement été oubliée dans le passé. Voilà le point central de démarcation entre la nouvelle façon d'entrevoir la direction de notre économie, actuelle et future, et l'ancienne façon de voir la façon conventionnelle et orthodoxe, qui nous a conduits à la plus désastreuse des situations.

Ce n'est pas le temps de succomber à la panique. Cela ne donnerait rien de prétendre qu'il n'y a rien à faire. Réfléchissons-y tout simplement, comme ceci: Nos méthodes, qui furent bonnes et efficaces pendant plusieurs années, et dans des circonstances beaucoup plus difficiles, sont aujourd'hui désuètes et démodées. Il faut absolument les renouveler, les adapter aux nouvelles circonstances, les transposer dans la nouvelle économie qui s'impose de toute évidence.

Au lieu de demeurer embourbés dans nos anciennes réflexions, dans nos anciennes méthodes, dans nos anciennes coutumes, prenons donc les nouvelles méthodes d'accommoder tous les citoyens consommateurs selon les besoins essentiels de chacun, dans toutes les familles du Canada, d'après notre production réelle, surabondante, même s'il faut baisser un peu le taux annuel de la croissance de notre capitalisation nationale.

Il y a assez longtemps que tous nos économistes, ingénieurs et conseillers mettent l'accent sur la productivité, sur la capitalisation, sur la concentration de la finance, du commerce et de l'industrie, que le temps est arrivé de balancer tous ces résultats obtenus avec les besoins d'une population qui ne peut pas en jouir, qui ne peut pas y participer, uniquement parce que les méthodes de répartition et de distribution du pouvoir d'achat sont demeurées gelées aux anciennes techniques du capital et du travail, ce qui n'accommoder que les 7,400,000 citoyens et laisse dans l'oubli les 13 millions de citoyens dépendants de notre population totale de 20,400,000 Canadiens qui ont le droit de vivre.

Alors, monsieur l'Orateur, je voudrais, à ce stade, relire une petite partie du discours que prononçait l'honorable ministre des Finances et que l'on retrouve à la page 273 du hansard. Je cite:

Je me préoccupe des taux d'intérêts élevés. Je regrette vivement qu'ils aient dû monter. Il en a été ainsi dans tout le monde occidental. Les taux sont à la hausse dans les pays industrialisés comme dans les pays sous-développés. Comme je l'ai dit aujourd'hui à l'appel des motions, j'étais à Rio de Janeiro la semaine dernière. J'ai pu y rencon-

trer tous les ministres des Finances du monde. Nous nous sommes réunis en groupes parfois nombreux, parfois restreints. L'un des principaux problèmes dont nous avons discutés a été celui des taux d'intérêt. J'ai confié en blague à un de mes amis, aujourd'hui, qu'il était agréable de rencontrer les ministres des Finances du monde entier, car nous pouvions au moins nous consoler mutuellement. Nous nous sommes penchés sur ce problème; nous l'avons examiné consciencieusement et longuement pendant une semaine. Aucun d'entre nous n'a pu offrir une solution rapide au problème de la hausse des taux d'intérêt.

Mais je crois que le ministre avait oublié d'amener un créditiste avec lui.

Alors, il est impossible de discuter, il est impossible de continuer à administrer un système comme celui qui nous régit présentement. J'ai dit, au début, qu'il fallait que ça balance ou que ça bascule. Eh bien, c'est à la veille de basculer, parce que tous les gestes que pose le ministre des Finances contribuent à faire basculer notre économie.

Quand l'économie sera basculée, il sera très dur de la relever, et je ne sais pas si c'est le ministre actuel qui aura le courage de la relever, dans le temps.

Alors, pourquoi critiquer et dénoncer le système financier actuel? Parce qu'il n'accomplit pas son but et qu'il n'atteint pas ses fins.

La fin du système financier, monsieur l'Orateur, c'est de financer. Financer la production des biens qui satisfont les besoins, financer la distribution des biens pour qu'ils atteignent des besoins. Si le système financier fait cela, il accomplit sa fonction, il accomplit son rôle; s'il ne le fait pas, il n'accomplit pas son rôle, il fait autre chose, bref, il sort de son rôle.

Eh bien, le système financier actuel sort de son rôle, il n'accomplit pas sa fonction, il n'atteint pas le but et les fins pour lesquels il a été institué. Il ne touche pas son but parce qu'il y a des biens publics, des biens privés qui sont réclamés par la population, biens qui sont parfaitement réalisables et physiquement réalisables, mais qui restent dans le néant, parce que le système financier ne finance pas la production.

D'autre part, il y a des biens à offrir à une population qui en a besoin, mais que des personnes ou des familles ne peuvent se procurer, parce que le système financier ne finance pas la consommation. On ne finance pas raisonnablement la production et l'on finance encore moins la consommation, parce qu'on enlève le pouvoir d'achat au consommateur.

Chaque fois qu'on parle d'investissements et de toutes ces choses-là, on dit qu'il faut recourir au capital étranger, parce que les Canadiens n'ont pas les capitaux requis.